



Paris, le 28 novembre 2024

Déclaration Pré-Liminaire
Comité Social d'Administration de la PJJ
28 novembre 2024

Madame la présidente,

Les nouvelles attaques à l'encontre des fonctionnaires sont inacceptables ! Alors que les chiffres montrent clairement qu'ils demeurent des acteurs indispensables au bon fonctionnement de nos services publics et que la population a plus que jamais besoin de retrouver les valeurs du service public, ce gouvernement illégitime persiste dans sa démarche de stigmatisation des fonctionnaires et poursuit sa politique de destruction systématique de la fonction publique.

Aujourd'hui, la CGT PJJ considère que ces attaques mettent en péril l'intégrité et la cohérence de nos institutions publiques. Le dialogue social devient impossible avec celles et ceux qui choisissent délibérément de détruire les bases mêmes de notre socle commun.

La gestion calamiteuse de la PJJ en est un exemple flagrant, et vous en êtes la responsable. Les récentes mobilisations ont mis en lumière l'ampleur du mécontentement et l'indignation du personnel de la PJJ face à votre gestion. Cet été, des milliers de professionnels ont exprimé leur rejet de cette politique, en se mobilisant massivement, soutenus par les organisations syndicales, et relayés dans toute la presse.

Vous vouliez davantage de visibilité, vous l'avez eu!

Si notre organisation syndicale sollicite votre démission depuis plusieurs mois, l'annonce mardi 26 novembre de votre départ potentiel ne peut pleinement nous satisfaire et laisse une profonde amertume quant à la manière dont vous avez géré la PJJ. Vos actions ont eu des conséquences désastreuses sur la qualité de nos missions, sur le sens même de notre travail et sur nos conditions de travail, ainsi que sur le dialogue social.

Comme déjà demandé auprès du cabinet ministériel, il est impératif que la future direction de la PJJ soit pleinement investie et engagée dans les missions qui lui sont confiées, ainsi que dans la défense des droits et des conditions de travail des professionnels. Nous ne pouvons plus tolérer une direction déconnectée des réalités du terrain.

En conséquence, la CGT PJJ se joint donc à l'appel intersyndical et annonce qu'elle ne siègera pas aux instances représentatives de dialogue social jusqu'au 5 décembre. Nous appelons l'ensemble des professionnels à se mobiliser pour défendre la fonction publique et ses valeurs.

Ainsi, nous ne participerons pas à ce premier tour de Comité Social d'Administration de la PJJ.